

1^{er} salon international du bio et de l'agri-durable à Agen

Le Siad, un essai à transformer

Convaincus de l'opportunité d'un salon sur le développement bio et durable, la région Aquitaine et l'organisateur Orgagri ont relevé le défi. La 1^{ère} édition du Siad, tenue du 3 au 5 juin à Agen, a réuni les filières motivées par le souci de réconcilier l'économie, l'écologie et l'éthique sociale. Un concept nouveau et un essai à transformer.

"C'était un pari osé, reconnaît Yves Bertrand, président du Siad, et également du Sifel (salon qui a émigré à Bordeaux avec Vinitech pour une première édition conjointe du 30 novembre au 2 décembre prochains). *Agen devait rester la capitale de l'innovation agricole, et nous avons réussi à y réunir à la fois les bio et les conventionnels, sous la bannière du développement durable. Quand je vois les passerelles qui ont été établies, je considère que c'est un succès.*"

Sur trois jours, 6 000 visiteurs ont découvert ce nouveau rendez-vous et ses 250

exposants d'horizons diversifiés, rassemblant tous les acteurs des filières, du matériel aux distributeurs en restauration collective, en passant par les semences, les panneaux photovoltaïques, les organismes certificateurs, les institutionnels, les transformateurs... "Le Siad doit trouver sa place, poursuit le président. Mais, pour un coup d'essai, c'est une réussite. Les multiples conférences ont par exemple été très suivies."

Rendez-vous des filières

Encourageant la bio à fond, avec l'espoir d'atteindre les 6 % de la surface en bio en



Claude Baldi, président de Terre du Sud, et Philippe Thierry, directeur Alimentation animale et Sud élevage

2012, le Conseil Régional, et son président Alain Rousset, se sont fortement im-

pliqués dans la création du salon (avec un soutien de 250 000 € sur un budget glo-

Patrick Grizou, président d'Arbio : "Des passerelles entre les agricultures"

La bio ne risque-t-elle pas de perdre son identité, dans un salon sur l'agriculture durable ouvert à tous ?

Suite au souhait du président du Conseil Régional, Alain Rousset, de créer un salon bio à Agen, j'ai insisté pour qu'il ne soit pas réservé uniquement aux bio. Il est important de faire sortir la bio de son isolement, de mettre des passerelles entre les formes d'agriculture. Bref, de créer des ponts entre deux mondes pour mieux se connaître et faire évoluer les mentalités. En tant qu'administrateur à Terre du Sud depuis 2001, j'ai toujours défendu l'insertion de bio dans les unités conventionnelles pour influencer sur les changements de l'intérieur. C'est une démarche durable... La preuve : le soutien

à la bio de Terre du Sud est aujourd'hui très fort.

La bio est-elle durable ?

Bien sûr que oui, à condition de s'en donner les moyens. Car bio et durable ne sont pas forcément synonymes, le cahier des charges, basé sur les règles de production, n'imposant pas cette notion. Demain, la durabilité sera le standard agricole. D'ailleurs, comment peut-on penser autrement ? De nombreux efforts sont encore à effectuer pour rendre la bio pérenne dans le paysage français.

La cohabitation est-elle facile ?

Oui, le dialogue est enclenché, et la multiplication des conversions et des projets dans ce sens le prouve, ainsi

que l'investissement des chambres d'agriculture et des autres organismes agricoles. Mais les sujets toujours tabous ici sont ceux touchant aux OGM et à l'eau, en raison de la force de la filière économique basée sur le maïs.

Le concept de filières vous tient à cœur ?

Nous avons voulu que ce salon soit basé sur les filières, contrairement au Sifel par exemple, plus axé sur la production, car la bio nécessite des partenariats forts entre l'amont et l'aval. Ce salon est surtout qualitatif, vitrine de cette dynamique. Notre challenge est d'organiser un développement cohérent. Et pas au rabais, même en restauration collective.



Président de l'interprofession Arbio, Patrick Grizou est céréalier sur 75 ha à Monbahus, expérimentateur en semences potagères, et membre du bureau du conseil d'administration de Terre du Sud.



Pierre Jamonneau, responsable du développement bio chez Maisadour.

bal de 800 000 €). Si la bio d'Aquitaine est à 2,5 % de la SAU, l'élan est enclenché : + 25 % en 2009, soit 1 411 exploitations, pour plus de 35 000 ha, qui devraient atteindre, selon les prévisions, 45 000 ha fin 2010. Les conversions affluent : 500 dossiers ont été déposés au 17 mai, un record ! L'appui du Conseil Régional, d'un montant de 2 millions € en 2010, via des aides à la certification, à la formation (chèque conseil), à l'investissement, à l'élevage par le biais du programme Area (Agriculture respectueuse de l'environnement)... stimule la structuration des filières bio. Certes, le Siad a aussi mis en avant le concept HVE, agriculture à Haute Valeur Environnementale.



Stéphanie Baldassaré, directrice de la restauration de la cuisine centrale d'Agen pour Avenance, et Philippe Devaux, directeur du développement d'Élior.

Certains y ont vu un risque d'amalgames, susceptible de diluer la spécificité bio. *"Au contraire, la filière bio est motrice, et constitue un pilier assez solide, identifié et professionnalisé pour pouvoir se démarquer suffisamment et faire valoir ses atouts"*, confirme Patrick Grizou, président d'Arbio (lire son interview). L'interprofession bio, représentée par plus d'une vingtaine d'entreprises adhérentes, constitue en fait le cœur du salon. L'occasion pour tous les acteurs régionaux de se rencontrer et de se faire connaître, d'initier des partenariats... *"Nous avons pu échanger avec nos clients et nos fournisseurs, faire le point sur nos besoins, dans un contexte très porteur, où nous devons gérer une pénurie..."*, confie Sébastien Crabos, responsable commercial de Sud-Ouest bio, organisation de producteurs, dont les volumes commercialisés ne cessent de croître, avec près de 2 000 t de fruits et légumes écoulés en 2009.

Terre du Sud : ancrée dans le terroir

Incontournable, la coopérative Terre du Sud a saisi l'occasion pour lever le voile sur ses activités bio dont l'entrée discrète en 1992 est sans commune mesure avec

son essor actuel. Soudée au terroir aquitain, surtout le Lot-et-Garonne et la Dordogne où sont situés 75 % de ses adhérents, elle s'est laissée peu à peu convaincre de l'intérêt de ce mode de production, au côté des labels rouge. *"Notre atout, c'est notre ancrage dans le territoire, du champ à l'assiette, toute une filière est dans un rayon de 100 kilomètres"*, jubile Claude Baldi, son président, céréalier conventionnel. *"Nous avons le climat, les terres, les abattoirs, les outils de transformation, les hommes motivés... En bio, il faut que les coûts de production soient maîtrisés et que les marchés suivent..."*. Le groupe, fort de 438 millions € de CA, 5 000 adhérents et 1 165 salariés, a ouvert la porte à la bio, tirée par la filière animale, en production d'œufs, et surtout en poulets de chair, devenu un des leaders français de cette production : 21 000 poulets bio sont écoulés par semaine, sortant de trois abattoirs locaux (LDC, Gastronomes et Blazon d'or), et vendus notamment sous différentes marques et enseignes.

Désormais à Terre du Sud, 11 % de la production de volailles est bio, avec 626 000 têtes en 2009, pour grimper à 900 000 têtes fin 2010, et 1,3 million en 2011. Pour les nourrir, 3 000 hectares ont été convertis par plus de 150 céréaliers, et l'objectif est d'atteindre 4 500 ha en 2011. L'usine d'aliments dédiée de St-Livrade fabrique 10 000 tonnes d'aliments distribuées à 80 éleveurs. Elle vise les 12 500 t dès l'an prochain.

Un élan soutenu

Grâce à l'appui de la Région et du Département, Terre du Sud dispose de 50 000 euros par an pendant trois ans pour étendre les élevages bio, avec l'embauche notamment d'un technicien qui

assure le suivi des conversions. 100 000 m² de poulaillers ont été construits en 3 ans. *"Les éleveurs n'ont plus honte de faire de la bio"*, souligne le président. *"Notre plan préconise la mise en place d'unités de 4 poulaillers, les subventions Area paient le 4^e et le système est mieux rationalisé, notamment grâce à la livraison d'aliments avec un seul camion. Ce n'est pas de l'intégration, car le producteur est propriétaire du terrain, de l'accès, gère ses factures de fonctionnement..."* Assurer aux adhérents un revenu durable et correct est le leitmotiv de la coopérative qui met en avant la rentabilité assurée d'un élevage de poulets bio : la marge nette avant cotisations MSA est de 15 000 € par an minimum, pour deux bâtiments, et un travail estimé de 2 à 3,5 heures par jour. *"Cela permet de conserver un salarié à temps plein sur la ferme ou d'offrir un complément de revenu à l'épouse, ce qui n'est pas négligeable"*. La bio est porteuse, le groupe coopératif y croît. *"On a la chance d'avoir sur place toute la filière. Quand les céréales augmentent, on arrive à lisser les prix de l'aliment pour ne pas répercuter la hausse. Le problème ici, c'est le manque de maïs bio. Ce n'est pas évident de convaincre les producteurs à se convertir car les rendements en conventionnel sont de 140 à 150 q par ha, et c'est une fierté..."*

Un partenaire, Agribio Union

Le partenariat avec le collecteur et metteur en marché Agribio Union (27 000 t en 2010), dont Terre du Sud est l'un des actionnaires, assure l'approvisionnement en matières premières de l'usine d'aliments de St-Livrade. Au total, 66 % des grains et tourteaux entrant

dans la fabrication des aliments de l'usine sont d'origine régionale. Le reste est en majorité importé, surtout le maïs et le tourteau de soja. "Mais nous avons l'intention de réduire fortement ces achats hors frontières, pour plus d'indépendance, de traçabilité et de sécurité", indique Philippe Thierry, directeur des pôles Alimentation animale et Sud Élevage. Cela passe par des conversions, ainsi que par la construction d'une unité de trituration de tourteaux de soja actuellement à l'étude. "Disposer sur place des outils dont nous avons besoin, notamment assurer nos 3 000 t de tourteaux de soja utilisés en 2010, fait partie de nos priorités."

Maïsadour, un engagement maîtrisé

Échaudé par ses déboires après le retournement du marché à l'export anglais en 2002, Maïsadour (1 milliard € de CA et 3 263 salariés) reprend prudemment son développement en poulets de chair bio. "Nous nous adaptons à la croissance de la demande en accélérant notre engagement, tout en le maîtrisant", résume Pierre Jamonneau, chargé de la filière. Si, en 2002, le groupe coopératif landais comptait 70 éleveurs bio, il a réduit ses effectifs à une vingtaine, avant d'inciter à nouveaux ses adhérents à se lancer. Aujourd'hui,

après dix ans d'expérience et d'observation, la filière, plus mature, se conforte, avec 13 000 poulets par semaine, et un fort potentiel. 80 producteurs de grandes cultures couvrent 1 500 ha, dont 60 % en maïs, qui approvisionnent l'usine Sud Aliment, basée dans le Gers, et dédiée à la bio (lire *Biofil* n°69). 60 % de l'approvisionnement en matières premières sont d'origine régionale. "Grâce aux conversions, et sans accident de la météo, on pourrait être rapidement autosuffisants car, chez nous, le lien avec la production locale est fort", confie Pierre Jamonneau. Par un soutien financier et technique, Sud Ouest Aliment accompagne les éleveurs désireux de se lancer.

Visée locale de restauration collective

À la recherche d'aliments bio pour fournir les cantines, les sociétés de distribution en restauration collective sont venues en force au Siad. La notion de local, imposée comme une traînée de poudre dans les villes, modifie les stratégies. Philippe Devaux, responsable des appels d'offre chez Elio (3 millions de repas par jour), et Avenance, sa branche Enseignement, le reconnaît : "nous devons modifier notre façon de travailler, nous essayons de nous appuyer de plus en plus sur les structures

professionnelles, chambres d'agriculture, plateformes de producteurs ou groupements pour répondre à nos besoins. C'est pourquoi nous sommes présents ici au Siad". Habitué à traiter avec des fournisseurs spécialisés, Philippe Devaux apprend à connaître les producteurs bio. "Ce n'est pas toujours évident, nous avons nos contraintes, en terme de délais, de facturation, de livraison, de qualité..., et nous ne sommes pas toujours compris." Précurseur en bio, la société a fait ses armes à Auxerre, il y a 10 ans, ville affichant aujourd'hui 28 % de bio dans ses repas ; puis Lyon a suivi, avec maintenant 45 % de bio au menu des 18 000 repas quotidiens. La demande se fait pressante. Toulon, Draguignan, Perpignan se sont lancées... et surtout St-Etienne qui atteint les 50 % d'ingrédients bio et vise les 100 %. "L'exemple stéphanois est notre référence", indique Philippe Devaux.

Une large offre régionale

À Agen aussi, Elio et sa filiale Avenance ont remporté le marché, qui vise 20 % de produits bio dans les menus, soit l'équivalent d'un repas bio par semaine. Ici aussi, à qualité égale, il faut privilégier le local, surtout pour les fruits et légumes. Grâce à un état des lieux de la production du

département, Elio a pu répondre précisément à l'appel d'offre. 184 producteurs sont référencés sur le Lot-et-Garonne, dont quelques bio. "Grâce à un système de point, on peut atteindre ce pourcentage de façon souple, en prenant en compte la structuration de filière. L'avantage ici, c'est la grande disponibilité en fruits et légumes et en produits bio transformés. Mais l'absence de légumerie est problématique, et c'est d'ailleurs le point faible de nombreuses villes", note le responsable d'Elio. Des nouvelles solutions sont trouvées, comme celle de faire travailler les Esat (Établissements et services d'aide par le travail - anciens CAT), dans l'optique d'une démarche durable, et socialement soutenable ou d'introduire du C2 (conversion 2^e année) payé au tarif bio. Philippe Devaux l'admet : "Nous sommes conscients que nous devons apprivoiser les producteurs. Quant au prix, ils se négocient en fonction des volumes, la bio nous impose un surcoût inévitable, mais nous espérons que, dans le cadre de partenariats, tout le monde s'y retrouvera."

Christine Rivry-Fournier

BiOfil
LA REVUE AGRICOLE DE LA FILIÈRE BIO

Réservez dès aujourd'hui
votre emplacement publicitaire.

Contactez Gaëlle Allain
et Nicolas Bihan
au 02 98 98 01 40

AGRICULTURE - ÉLEVAGE BIOLOGIQUE

Fabricant alimentation animale

Aliments complets et complémentaires •
correcteurs azotés

Achète : blé - triticale - orge - maïs -
féverole - pois - lupin - luzerne -
graine de tournesol - colza - tourteaux

ACTIVITÉS
100 %
BIO

GRAINES DE SOJA ET DE LUPIN

Collectes et transports assurés **Contactez-nous !**

Edou breizh (Sté) 35 JANZE - E-mail : edoubreizh@wanadoo.fr
Tél. 02 99 47 03 72 - Fax : 02 99 47 19 30